

RDCongo/Crise humanitaire

L'Onu et l'UE persistent face à Kinshasa

AFP
Genève/Suisse

Faisant fi du discours souverainiste des autorités congolaises, l'une et l'autre insistent sur la crise majeure que traverse le pays.

PROMESSES de dons sur fond de tensions diplomatiques en plein processus électoral : l'Onu et l'Union européenne ont répété que la République démocratique du Congo vivait une crise majeure, hier lors d'une conférence humanitaire à Genève, sans tenir compte du discours souverainiste de Kinshasa.

"La République démocratique du Congo expérimente l'une des plus graves crises humanitaires (au monde)", a déclaré le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, dans un message vidéo à la conférence co-organisée avec l'UE, boycottée par Kinshasa.

"Des millions de gens souffrent" et "le manque de financement est le seul obstacle majeur", a ajouté M. Guterres, qui pourrait se rendre dans les prochains mois en RDC.

Les organisateurs espéraient 1,7 milliard pour assister 13 millions de Congolais, dont 7,7 pour manger. Selon l'Onu, le pays compte 4,5 millions de déplacés internes (230 000 seulement selon Kinshasa).

En cette année électorale, le gouvernement congolais du président Joseph Kabila, supposé quitter le pouvoir dans moins d'un an, accuse la communauté internationale d'exagérer la crise humanitaire et de faire fuir les investisseurs.

Kinshasa a très mal supporté que les Nations unies déclenchent en octobre pour six mois le niveau d'alerte humanitaire 3 dans trois régions du pays (Kasaï, Sud-Kivu, Tanganyika).

Pour Kinshasa, cette classification assimile la RDC à des pays en guerre sous le feu de bombardements quotidiens comme la Syrie et le Yémen.

Lors de la conférence de Genève, le ministre belge de la Coopération, Alexander De Croo, a lancé un appel aux "leaders congolais pour qu'ils prennent au sérieux la crise humanitaire qui sévit dans leur pays et s'attaquent aux causes intrinsèques de celle-ci".

Une injonction qui risque de tendre un peu plus les relations entre Bruxelles et son ancienne colonie.

En RDC, le boycott du gouvernement congolais, qui entend aussi refuser toute aide extérieure pour financer le processus électoral, aiguise les tensions.

"L'ARME DE LA FAIM" • "Cette attitude est irresponsable et criminelle. Elle relève d'un cynisme absolu (...) Kabila utilise l'arme de la faim pour maintenir son



Photo : AFP

Selon l'Onu, La RDC compte 4,5 millions de déplacés internes. Ce qui justifierait la mobilisation de l'aide internationale. Des chiffres et une crise exagérés, proteste Kinshasa.

peuple sous la dictature", a accusé jeudi l'opposant en exil Moïse Katumbi, candidat à l'élection présidentielle du 23 décembre.

Autre candidat de l'opposition, Félix Tshisekedi "exhorte les donateurs potentiels à libérer un maximum de ressources".

Le puissant épiscopat congolais a demandé hier que "le soulagement de la souffrance du peuple congolais soit mis au-dessus des revendications politiques".

A Genève, les communiqués se sont succédé toute la journée : "l'UE s'engage à hauteur de 77 millions d'euros", "la Belgique va mobiliser 25 millions d'euros pour l'aide humanitaire" contre 17 en 2017.

C'est encore insuffisant pour un des participants : "Nous sommes déçus que trop peu de pays envoient un vrai message d'espoir aux millions de Congolais qui ont

désespérément besoin d'aide", a déclaré le secrétaire général d'une ONG présente en RDC, Jan Ege-land.

Le Haut commissariat des réfugiés (HCR) a aussi demandé 508 millions de dollars supplémentaires pour les 800 000 Congolais réfugiés dans les pays voisins – tout comme les 540 000 étrangers (Centrafricains, Burundais, Sud-Soudanais...) qui ont trouvé un abri en RDC (les déplacements croisés sont une singularité régionale).

Toutes ces sommes demandées représentent "beaucoup d'argent", a reconnu le responsable onusien Mark Lowcock devant la conférence.

"MOINS DE 50 CENTIMES PAR JOUR" • Pourtant, "cela représente moins de 50 centimes (327 francs CFA) par jour pour chacune des personnes dont nous essayons de protéger et sauver la vie",

a-t-il fait observer.

La RDC "a été négligée et oubliée négligée trop longtemps", selon le secrétaire général du Conseil norvégien des réfugiés, Jan Ege-land.

L'immense RDC (2,3 millions de km², neuf frontières) subit en certains points de son territoire des conflits "a-symétriques et non conventionnels" de plus ou moins basse intensité, que les forces de sécurité et la mission onusienne la plus importante du monde (Monusco) ne parviennent pas à enrayer.

Dans les deux Kivus (est), des groupes armés congolais ou étrangers tuent, enlèvent et pillent. Au Tanganyika (sud-est), un conflit entre milices bantous et pygmées en 2016-2017 a fait des centaines de milliers de déplacés.

Au Kasaï (centre), la région se relève avec peine des violences entre forces de sécurité et milices politico-religieuses Kamuina Nsapu (au moins 3 400 morts et 1,4 millions de déplacés). Des tueries ont mystérieusement repris en Ituri.

Cette insécurité aggrave la situation des Congolais qui vivent en grande majorité dans la pauvreté, dans ce pays débordant d'énergie où la richesse des sous-sols fait la fortune de quelques-uns.

A travers le monde

• **Allemagne-France/Diplomatie. Rencontre Merkel-Macron le 19 avril à Berlin**

Le président français Emmanuel Macron se rendra le 19 avril à Berlin pour rencontrer la chancelière Angela Merkel pour une séance de travail de quatre heures sur les grands chantiers européens, a indiqué l'Élysée hier.

• **Birmanie/Troubles. Rangoun craint une enquête de la CPI sur les Rohingyas**

La Birmanie a fait part hier de sa "sérieuse préoccupation" quant aux velléités de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur l'"expulsion" massive de membres de la minorité musulmane des Rohingyas, estimant que ce tribunal n'a pas compétence pour le faire.

• **Etats-Unis/Politique. Trump traite Comey de "menteur"**

Donald Trump a traité hier de "menteur" James Comey, l'ex-directeur du FBI qu'il a limogé et qui vient de publier un livre – "A Higher Loyalty : Truth, Lies, and Leadership" – brutalement critique du président américain.

• **Grande-Bretagne-Russie/Espionnage. Skripal était sous surveillance**

Le conseiller national à la sécurité britannique Mark Sedwill a affirmé hier que l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et sa fille Ioulia, empoisonnés avec un agent innervant, étaient tous deux surveillés depuis au moins cinq ans par le renseignement militaire russe.

• **Proche-Orient/Conflit. Décès d'un Palestinien blessé par des tirs de soldats israéliens**

Un Palestinien blessé hier par des tirs de soldats israéliens lors d'affrontements dans la bande de Gaza est décédé, a annoncé le ministère local de la Santé, portant à 34 le nombre de Palestiniens tués depuis deux semaines.

• **Syrie/Conflit. Damas prévient l'Occident qu'elle se défendra si elle est attaquée**

La Syrie a mis l'Occident en garde hier aux Nations unies qu'elle "n'aura d'autre choix" que de se défendre si elle est attaquée. "Ceci n'est pas une menace. C'est une promesse", a dit l'ambassadeur syrien auprès des Nations unies, Bachar al-Jaafari.

Afrique du Sud/Politique

La dépouille de Winnie Mandela ramenée à son domicile avant ses obsèques

AFP
Soweto/Afrique du Sud

Un hommage national doit être rendu ce samedi, dans le stade du quartier d'Orlando, à la "Mère de la nation".

PLUSIEURS milliers de personnes ont assisté hier au retour de la dépouille de l'icône controversée de la lutte anti-apartheid Winnie Mandela à son domicile du township de Soweto, prélude aux funérailles nationales qui y sont prévues ce samedi.

L'ancienne épouse du premier président noir de l'his-

toire de l'Afrique du Sud, feu Nelson Mandela, est décédée le 2 avril à l'âge de 81 ans des suites "d'une longue maladie".

Le gouvernement a décrété un deuil national jusqu'à ce samedi.

A la veille de cette cérémonie, le cercueil de la "Mère de la nation" a été escorté en grande pompe hier après-midi de la morgue jusqu'à sa maison de Soweto, dans la banlieue pauvre de Johannesburg, où elle avait choisi de continuer à habiter.

"Nous sommes ici pour lui dire une dernière fois adieu. C'est un moment historique", a déclaré à l'AFP James Bhengu, venu avec ses deux



Photo : AFP

Le retour de la dépouille de Winnie Mandela à son domicile du township de Soweto, à la veille de funérailles nationales.

enfants assister au passage du cortège funéraire.

"Je veux qu'ils connaissent l'histoire et le combat de Winnie", a-t-il ajouté, "elle représente la force, la résilience et

le courage". Précédé par des motards de la police, le convoi a été acclamé tout au long du parcours par de nombreux spectateurs.

Le cercueil de "Mama Winnie", recouvert du drapeau sud-africain, a été porté jusqu'à son domicile, d'où il partira aujourd'hui à l'aube pour le stade du quartier d'Orlando où se tiendra la cérémonie, présidée par le chef de l'Etat Cyril Ramaphosa.

Pendant les vingt-sept années d'emprisonnement de Nelson Mandela, "Winnie" est devenue l'égérie de la lutte anti-apartheid.

Mais, dans les années qui ont précédé la chute de l'apartheid en 1994, elle s'est attirée de vives critiques pour ses appels à la violence et les méthodes musclées de sa garde rapprochée.

Russie-France/Diplomatie

Syrie : Poutine met Macron en garde contre tout "acte irréfléchi et dangereux"

AFP
Moscou/Russie

LE président russe Vladimir Poutine a mis en garde hier son homologue français Emmanuel Macron contre tout "acte irréfléchi et dangereux" en Syrie, qui

pourrait avoir des "conséquences imprévisibles", après des menaces de riposte militaire des Occidentaux à une attaque chimique présumée.

"Il est essentiel d'éviter toute action irréfléchie et dangereuse qui serait une violation flagrante de la Charte des Nations unies et

qui aurait des conséquences imprévisibles", a déclaré le Kremlin dans un communiqué à la suite d'un entretien téléphonique entre les deux chefs d'Etat.

"Vladimir Poutine a mis l'accent sur la nécessité de mener une enquête poussée et objective jusqu'à la conclusion de laquelle il se-

rait juger de s'abstenir de toute accusation à l'encontre de qui que ce soit", a poursuivi le Kremlin.

Cet appel intervient à un moment où les Occidentaux semblent hésiter à frapper des installations militaires en Syrie pour punir le régime de Bachar al-Assad, qu'ils tiennent

pour responsable de l'attaque chimique présumée à Douma.

La Russie, qui dément toute attaque chimique et parle à cet égard de "mise en scène" des rebelles, n'a de cesse de dénoncer un "prétexte" utilisé pour déclencher une opération militaire contre son allié.